

Retraites : ce n'est qu'un début...

jeudi 12 septembre 2013, par [DEMARCO Sandra](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 12 septembre 2013).

Sommaire

- [Retraites : tous dans la \(...\)](#)
- [Danger ! Une nouvelle réforme](#)

Initiée par la CGT, FO, FSU et Solidaires, la journée de mobilisation de ce mardi 10 septembre était la première étape de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites mis en discussion au Parlement. Une point de départ pour construire le mouvement. Plus importants que ne le prédisaient les médias et que ne l'espérait le gouvernement, insuffisants pour faire d'ores et déjà reculer le pouvoir, les 183 cortèges ont regroupé autour de 300 000 manifestantEs sur l'ensemble du pays.

Trois pas en arrière

Le projet de loi rendu public la semaine dernière précise ce que veut le gouvernement. Après l'opération d'intox du rapport Moreau et ses propositions cauchemardesques, l'allongement de la durée de cotisation pour prétendre à une pension pleine et entière est présenté comme une chose aussi naturelle et incontournable que l'allongement de l'espérance de vie.

La hausse des cotisations retraites frapperait indifféremment salariéEs et patrons... sauf que ces derniers récupéreraient largement cette augmentation par un allègement des cotisations sociales familiales.

Les retraitéEs ne seraient pas impactéEs par la contre-réforme... sauf toutes celles et ceux qui verront la revalorisation de leurs pensions repoussée de 6 mois : quelques dizaines d'euros en moins pour les retraitéEs, 1,5 milliard de plus pour le gouvernement !

Deux pas sur le côté

Pour tenter de donner un vernis de gauche à sa contre-réforme, le projet comporte quelques mesurette. Mais le diable est caché dans les détails. Pour les salariéEs ayant été soumis à des métiers pénibles, la bonification est scandaleusement réduite : à partir de 25 années d'exposition, il serait possible de bénéficier de 8 trimestres d'anticipation... soit un départ à 60 ans. Pour les femmes, même cumulées, les différentes mesures (dont celles concernant la majoration pour enfants reportée à 2020) ne compenseront pas l'allongement de durée de cotisation imposée à toutes et tous. De même pour les jeunes pour lesquels les années d'apprentissage seraient validées à partir de 2015. Les polypensionnéEs devront attendre 2016 (les salariéEs du public attendront encore...) pour bénéficier de l'uniformisation du calcul de leurs pensions.

Mais l'essentiel est incontournable : cette réforme va contribuer une fois de plus à baisser le niveau des pensions : pour un salarié ayant validé en 2035 entre 38 et 42 annuités à 62 ans (ce qui relèvera déjà de l'exploit), la réforme réduira de 7 à 8 % le montant de la pension si celle-ci est liquidée à 62 ans. Et bien plus pour les femmes. Il ne restera plus, pour celles et ceux qui le pourront, qu'à se tourner vers les assurances privées.

Un pas en avant

C'est dans un contexte social et politique contrasté que doit être appréciée cette journée. Le Parti socialiste et ses alliés tentent de camoufler leur soumission au Medef pour préserver leurs chances de ne pas perdre trop de terrain lors des prochaines élections au printemps. Les partis de droite critiquent modérément des dispositions qui, pour l'essentiel, poursuivent leur politique. Le Medef cache mal sa satisfaction, tant patrons et actionnaires voient leur exigences prises en compte. Plus grave, au-delà de la discrétion de la CFTC, de l'UNSA et de la CGC, la CFDT se fait en un des meilleurs porte-parole du gouvernement, avec documents et tracts largement diffusés.

Les hésitations de salariéEs reposent en partie sur le bilan de la mobilisation de 2010. Pourtant, ce ne sont pas les motifs de s'opposer au gouvernement qui manquent : augmentation des prix, blocage des salaires, augmentation des impôts, crainte du chômage et du licenciement, suppression de postes dans la fonction publique. Dans le privé, les accords de compétitivité commencent à faire des dégâts : blocage voire réduction des salaires, augmentation du temps de travail, développement de la mobilité forcée, aggravation des conditions de travail.

Dans beaucoup d'endroits, cette journée a permis de faire le point entre collègues. Après la trêve estivale, le développement de la bataille pour le retrait du projet sur les retraites, mais aussi contre toutes les attaques patronales et gouvernementales, commence à être discuté. Un premier pas qui en appelle d'autres.

Robert Pelletier

** Publié dans : Hebdo L'Anticapitaliste - 208 (12/09/2013).*

Retraites : tous dans la rue le 10 septembre

Mardi 27 août, à peine sorti de la pseudo concertation avec les « partenaires sociaux », Ayrault a présenté la première réforme des retraites menée par la gauche. Sur le fond une véritable réforme de droite favorisant une nouvelle fois le patronat, et qui mérite une mobilisation d'ampleur pour faire reculer ce gouvernement.

Le scénario est habile : après le catalogue intégral des catastrophes sociales annoncées par le rapport Moreau (allongement immédiat de la durée de cotisation, baisse des pensions, attaques sur les fonctionnaires...), la réforme annoncée aujourd'hui se présente « en retrait », ne retenant qu'une partie des mesures et les espaçant dans le temps.

Le gouvernement espère ainsi mieux faire passer la pilule et permettre à ses fidèles soutiens de la direction de la CFDT de crier à la « victoire du dialogue social ». Dans cette pièce de théâtre bien rodée, le patronat joue aussi son rôle : dénoncer une réforme insuffisante... tout en ayant bien du mal à cacher sa satisfaction.

Pourtant, cette réforme s'inscrit dans la droite ligne de toutes les régressions des régimes de retraite depuis 20 ans.

Hollande nous fait les poches

Le gouvernement n'a de cesse de répéter que cette réforme est une réforme de « justice sociale » en prenant appui sur les petites mesurottes (prise en compte de la pénibilité, du temps d'apprentissage...) qui cachent la forêt : une politique en faveur des entreprises, au détriment du monde du travail.

En allongeant la durée de cotisations et en les augmentant, ce sont les salariéEs et les retraitéEs qui, seuls, payeront. Concrètement, sur les 16 milliards d'euros qui doivent être financés d'ici à 2040, les salariéEs vont prendre à leur charge 5, 6 milliards d'euros via l'allongement de la durée d'activité de 41, 5 ans à 43 ans, qui va commencer en 2020 et qui s'échelonne jusqu'en 2035. Les retraitéEs contribueront à hauteur de 2,7 milliards. Les majorations de pension des retraitéEs qui ont eu au moins trois enfants seront fiscalisées, et les retraites seront désormais revalorisées le 1^{er} octobre au lieu du 1^{er} avril (sauf pour les plus petites pensions), un décalage de six mois qui pèsera sur le pouvoir d'achat de tous les retraitéEs en 2014.

Quant aux hausses de cotisations sociales, le gouvernement veut nous faire croire que les salariéEs comme les entreprises sont impactés : 3,2 milliards d'euros pour les salariéEs sous la forme d'une hausse de 0,3 point des cotisations retraite, échelonnées de 2014 à 2017, et la même somme pour les entreprises sous la forme d'une hausse de leurs propres cotisations retraites.... Mais tout cela n'est que foutaises puisque Ayrault s'est précipité pour promettre aux entreprises de prolonger le « choc de compétitivité » engagé l'an passé.

À la botte du Medef

Après les 20 milliards d'euros de crédit d'impôt offerts aux entreprises via l'accord dit de compétitivité, ces mêmes entreprises vont donc profiter d'une nouvelle mesure d'allègement de cotisations sociales visant à compenser les 3, 2 milliards d'euros découlant de la hausse de leurs cotisations retraites. Une réforme des retraites quasiment indolore pour les patrons.

Qui va donc compenser les 3, 2 milliards d'euros des patrons ? À l'heure actuelle, le gouvernement n'a pas encore dit précisément les modalités de cette réforme complémentaire. Mais on sait qu'il réfléchit déjà à une réforme du financement de la protection sociale : les cotisations familiales employeurs pourraient être allégées ou supprimées (petit cadeau supplémentaire de 35 milliards d'euros par an). C'est donc bien l'ensemble de notre protection sociale qui est dans le viseur du gouvernement. Mais ça ne va sans doute pas s'arrêter là au vu de la déclaration d'amour de Moscovici aux entreprises lors de l'université d'été du Medef : baisse d'impôts, du « coût du travail » et simplification administrative. Sarkozy n'aurait pas mieux dit... et fait !

Se battre jusqu'au retrait du projet

La CGT, FO, FSU et Solidaires appellent à une journée de grèves et de manifestations mardi 10 septembre. Celle-ci doit être la plus massive possible afin de constituer la première étape d'une mobilisation unitaire d'ampleur. Pour le NPA, ce projet n'est ni amendable ni discutable, il doit tout simplement être retiré.

L'argent existe pour financer les retraites sans amputer le pouvoir d'achat des salariéEs et des retraitéEs. Les milliards de la fraude fiscale, et les cadeaux fiscaux pour les plus riches, devraient être prélevés à la source sous forme d'augmentation des cotisations sociales patronales. Ainsi ils ne pourraient plus « s'évader »... Le partage du travail entre touTEs et le plein emploi garantiraient également le financement de la protection sociale : 5 millions de chômeurEs en moins, c'est 5 millions de cotisantEs en plus.

La rentrée sociale doit se faire contre cette réforme des retraites et contre celle sur la protection sociale qui suit. Faisons battre en retraite ce gouvernement !

Sandra Demarcq

* Publié dans : *Hebdo L'Anticapitaliste* - 207 (05/09/2013).

Danger ! Une nouvelle réforme de destruction de la retraite des salariéEs

On avait tout lieu d'être inquiet. Ce matin Gattaz, représentant du MEDEF, est sorti de son entretien avec Ayrault ravi. Les représentants syndicaux de leur côté semblaient contents aussi. La question était pourtant bien qui va payer ? Ce soir le premier ministre annonce la douloureuse : Ce sont les salariés qui une fois de plus sont appelés à passer à la caisse ! Etonnant non ? Hausse des prélèvements de 0,15 à 0,3 de 2014 à 2017 et allongement du temps de cotisations à 43 ans en 2035. Et les retraités seront mis aussi mis à contribution. Mais ce n'est pas tout et pas l'essentiel : le gouvernement a fait la promesse au patronat d'une réforme du financement de la protection sociale, des allocations familiales, ce qui représente un allègement de 35 milliards par an, et ce dès 2014. Le patronat peut se frotter les mains il n'en espérait pas tant.

Le NPA exige le retrait du projet. L'argent existe pour financer les retraites sans amputer le pouvoir d'achat des salariéEs, en s'attaquant à la fraude fiscale, en mettant fin aux cadeaux fiscaux pour les plus riches, et surtout en garantissant le plein emploi : 5 millions de chômeurs en moins c'est 5 millions de cotisants en plus !

La rentrée sociale doit se faire contre cette réforme et celle qui vient derrière. Toutes et tous dans la rue le 10 septembre, première étape d'une mobilisation pour faire reculer ce gouvernement au service des banques et des patrons.

NPA, Leucate, le 27 août 2013

Ayrault-Hollande à l'offensive contre les retraites. Mobilisation !

Selon Jean-Marc Ayrault, invité du France 2 ce dimanche 25 août, la future réforme sur les retraites sera une « réforme de justice sociale » en essayant ainsi de nous faire croire qu'il appliquait une politique de gauche, pour les classes populaires, pour celles et ceux qui ont le moins. Mais derrière les mots, c'est une véritable contre-réforme que ce gouvernement socialiste prépare sous prétexte qu'on vivrait plus longtemps et sous prétexte du déficit et de la dette. Même si l'âge légal du départ à la retraite ne sera pas touché, la durée de cotisations risque d'être allongée et ce sont les salariéEs qui devront financer encore plus les retraites puisque le gouvernement prévoit soit une augmentation de la CSG soit une hausse des cotisations salariales. Ayrault nous vend du vent pour mieux appliquer la politique des riches. Aujourd'hui il consulte, histoire de masquer son mauvais coup et de faire valider par les organisations syndicales de salariéEs une partie des mesures réclamées par les organisations patronales. Mais tous les bonimenteurs n'y peuvent rien : une attaque contre les retraites et le pouvoir d'achat reste une attaque qu'il faut combattre.

C'est ce à quoi le NPA s'emploiera dès cette rentrée, le plus unitairement possible, pour faire du 10

septembre le début d'une mobilisation pour imposer « Pas un trimestre en plus, pas un euro en moins », seule façon de faire reculer ce gouvernement au service des banques et des patrons.

NPA, Leucate, le 26 août 2013
